

BE-A0525_721026_806870_FRE

Inventaire des archives de la commune
d'Évelette : Dépôt 2019 ((1728) 1800-1977
(1983))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Le Conseil communal et le Collège des bourgmestre et échevins.....	13
Finances et fiscalité.....	13
Patrimoine.....	14
État civil.....	14
Population.....	14
Élections.....	15
Affaires militaires.....	15
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	16
Culte.....	16
Langues et écriture des documents.....	17
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements / compléments.....	17
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
3 - 10 Registres aux délibérations. 1807-1830, 1861-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	22
14 - 16 Registres aux délibérations. 1895-1976.....	22
C. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	22
D. Avis et affiches des autorités supérieures.....	22
E. Répertoires.....	23
27 - 31 Répertoires des actes. 1895-1939.....	23
F. Correspondance générale.....	23
35 - 38 Registres-indicateurs de la correspondance. 1923-1944, 1959-1968.....	23
G. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
II. Organisation et personnel.....	25
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	25
1. Fusion.....	25
2. Jumelage.....	25
3. Territoire.....	25

4. Coopération intercommunale.....	25
B. Organisation et membres des organes politiques.....	26
C. Archives.....	26
D. Personnel des services.....	26
1. Généralités.....	26
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	26
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	27
4. Dossiers du personnel de police.....	27
III. Patrimoine.....	28
65 - 68 Dossiers concernant la location de biens communaux. 1805-1816, 1824-1874, 1935-1951, 1972-1978.....	28
76 - 80 Dossiers concernant les ventes de chemins. 1945-1964, 1972-1977.....	28
IV. Finances et fiscalité.....	30
A. Généralités.....	30
B. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Budgets et annexes.....	30
90 - 103 Budgets annuels. 1827-1836, 1871-1897, 1919-1976.....	30
2. Registres de comptabilité.....	31
105 - 106 Grands-livres des recettes et dépenses. 1960-1961.....	31
3. Placements.....	31
4. Emprunts.....	31
108 - 109 Registres des dettes constituées et exigibles. 1816-1817.....	31
5. Subventions des autorités supérieures.....	32
C. Comptabilité du receveur.....	32
1. Registres de comptabilité.....	32
117 - 138 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1938-1976.....	32
139 - 140 Livres-journaux de caisse. 1940-1948.....	34
2. Comptes et pièces justificatives.....	34
141 - 152 Comptes annuels. 1818-1863, 1920-1976.....	34
154 - 173 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1945-1976.....	35
171 - 173 1976.....	36
3. Entrée en fonction du receveur.....	36
174 - 176 Comptes de fin de gestion. 1938, 1959.....	36
D. Impositions et taxes.....	36
180 - 184 Rôles de la contribution foncière, personnelle, somptuaire et nobiliaire, des portes et fenêtres. 1802-1819.....	37
190 - 194 Rôles de la contribution foncière. 1894-1899.....	38
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	39
208 - 212 Matrices cadastrales. [1833 - 1re moitié XXe siècle].....	39
218 - 219 Tables alphabétiques des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale. 1879-1899, 1910-1919.....	40
222 - 223 Matrices cadastrales actives mécanisées. [1966-1977].....	40
V. État civil.....	41
A. Généralités.....	41
B. Registres de l'état civil et tables.....	41
C. Cimetières et funérailles.....	41
VI. Population.....	42
A. Généralités.....	42
B. Registres de la population et mouvements de la population.....	42
230 - 241 Registres de la population. 1846-1983.....	42
233 - 234 1920-1930.....	42
235 - 237 1931-1947.....	42
238 - 239 1948-1960.....	42

242 - 246 Index des registres de population. 1846-1914, 1921-1930, 1961-1970.....	43
247 - 248 Registres des entrées et sorties. 1827-1829, 1961-1976.....	43
249 - 250 Registres des entrées. 1892-1960.....	43
251 - 252 Registres des sorties. 1892-1960.....	43
253 - 254 Registre des naissances et décès dans une autre commune. 1960-1976.....	44
C. Recensements et autres états de la population.....	44
262 - 263 Fiches de recensement. 1960.....	44
D. Passeports.....	45
E. Étrangers.....	45
267 - 269 Registres des étrangers. 1924-1976.....	45
VII. Élections.....	46
A. Personnes éligibles et candidats.....	46
B. Listes électorales et listes dérivées.....	46
278 - 282 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1964-1978.....	46
C. Révision des listes électorales.....	46
288 - 291 Dossiers concernant les révisions. 1963, 1971, 1973, 1975.....	47
D. Dossiers des élections.....	47
298 - 300 Dossiers concernant les élections communales. 1958, 1964, 1970.....	48
301 - 302 Dossiers concernant les élections provinciales. 1971, 1974.....	48
VIII. Affaires militaires et guerres.....	49
A. Service militaire.....	49
1. Conscription et volontaires.....	49
2. Milice et volontaires.....	49
a. 1817-1923.....	49
310 - 315 Registres d'inscription pour la milice nationale. 1838-1884, 1920-1923.....	49
b. 1924-1977.....	50
317 - 319 Dossiers concernant les levées de milice. 1923-1955, 1962-1977.....	50
B. Garde civique.....	51
C. Guerres et conséquences.....	51
1. Guerres napoléoniennes.....	51
2. Guerres mondiales.....	52
IX. Ordre et sécurité publics.....	54
354 - 356 Registres des condamnations judiciaires. 1863-1956.....	54
X. Santé publique.....	55
A. Immondices.....	55
B. Lutte contre les maladies épidémiques.....	55
C. Lutte contre les maladies non épidémiques.....	55
D. Police sanitaire des animaux domestiques.....	55
E. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	55
F. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	56
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	57
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	57
1. Bâtiments scolaires.....	57
2. Bâtiments affectés à la culture.....	57
3. Bâtiments du culte.....	57
a. Église Saint-Germain.....	57
b. Chapelle de Libois.....	58

4. Cimetière.....	58
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais, etc.).....	58
388 - 389 Plans du projet d'aménagement d'un chemin de grande communication à la station du pont. 1852.....	58
396 - 402 Dossiers concernant les travaux de réfection de chemins. 1948-1968.....	59
405 - 406 Dossier concernant les travaux de réfection des chemins agricoles. 1965-1967, 1973-1978.....	59
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	60
D. Services d'utilité publique.....	60
1. Distribution d'eau.....	60
2. Distribution d'électricité.....	61
3. Éclairage public.....	61
4. Transports en commun.....	61
E. Aménagement du territoire.....	61
1. Plans de secteur.....	61
2. Permis de bâtir.....	62
XII. Enseignement.....	63
XIII. Festivités.....	64
XIV. Économie.....	65
A. Agriculture et sylviculture.....	65
B. Élevage.....	66
C. Industrie et artisanat.....	66
XV. Affaires sociales.....	67
A. Indigents.....	67
B. Chômeurs.....	67
C. Aide à la famille.....	67
D. Aide aux personnes âgées.....	67
461 - 462 Registres des demandes de pensions. 1963-1976.....	67
E. Aide aux handicapés.....	68
F. Logements sociaux.....	68
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la commission d'assistance publique.....	69
A. Bureau de bienfaisance.....	69
1. Généralités.....	69
2. Personnel.....	69
3. Finances.....	69
472 - 475 Budgets annuels. 1817-1845, 1861-1865, 1910, 1914, 1921-1925.	69
476 - 485 Comptes annuels. 1834, 1835, 1845, 1861-1886, 1892-1900, 1909-1924.....	70
4. Exécution des tâches.....	70
B. Commission d'assistance publique.....	70
1. Personnel.....	70
2. Patrimoine.....	71
3. Finances.....	71
490 - 495 Budgets annuels. 1926-1976.....	71
496 - 500 Comptes annuels. 1925-1966.....	71
501 - 506 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1933, 1946-1950, 1962.....	72
507 - 509 Grands-livres des recettes et dépenses. 1953, 1955, 1961.....	72
4. Aide sociale.....	72

XVII.Relation avec la Paroisse Saint-Germain.....	73
A. Personnel.....	73
B. Finances.....	73
513 - 518 Budgets annuels. 1832, 1922-1976.....	73
519 - 531 Comptes annuels. 1807-1863, 1921-1972.....	73

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune d'Evelette. Dépôt 2019

Période:
1800 - 1977

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.783

Etendue:

- Numéros: 535.00
- Etendue inventoriée: 6.50 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:
Commune d'Evelette, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune d'Évelette

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Évelette dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Havelange, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton ¹. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Évelette devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix d'Havelange puis d'Andenne en 1825.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1796-1814) puis de la province de Namur ; de l'arrondissement administratif de Marche-en-Famenne puis de Namur au 23 février 1819, et de l'arrondissement judiciaire Marche-en-Famenne puis de Namur au 25 février 1825. Évelette relève par ailleurs du canton de milice d'Havelange de 1817 à 1819 et d'Andenne à partir de 1819 ².

Évelette est essentiellement agricole et compte 180 exploitations en 1846. L'activité industrielle se réduit à deux carrières de terres plastiques, recensées en 1896.

Le nombre d'habitants est stable au cours du XIXe siècle, avant de décroître. Ainsi dénombre-t-on 947 habitants en 1846, 1 009 en 1910 et 488 en 1976. L'absence d'activité économique et le manque de transports en commun sont probablement responsables de cette chute importante ³.

Le 1er janvier 1977, la commune d'Évelette est fusionnée avec les communes d'Ohey, Goesnes, Haillot, Jallet et Perwez pour former l'actuelle commune d'Ohey.

La fusion forme une entité de 3 132 habitants pour 5 663 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Située au croisement de la route Huy-Dinant et de la route Andenne-Ciney, abritant des services administratifs relativement importants (brigade de gendarmerie, postes, banques, centre administratif des vicinaux, etc.), cette commune doit tout naturellement servir de support aux cinq autres localités

1 Voir : VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 3, p. 1427.

2 Idem, vol. 2, p. 1135.

3 HASQUIN H. (dir.), Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, 1980, vol. 1, p. 448.

qui en sont déjà tributaires actuellement. Les populations ont entre elles des rapports nombreux, des aspirations et un mode de vie fort semblables. L'entité dépassant les 3 000 habitants atteindra ainsi le seuil requis pour l'expansion d'une commune rurale " 4.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁵".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles

4 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

5 Pasinomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes d'Évelette et d'Ohey constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Un premier inventaire est dressé le 8 janvier 1830 par le bourgmestre Joseph de Maillen. Il fait état, en 50 entrées, de divers documents comme des rôles des patentes de 1807 à 1829, des dossiers de nomination du personnel, des budgets communaux contenant " tous les budgets inclus 1829 et 1830 ", des

comptes " de la commune inclus 1828 ", des registres de la garde communale de 1828 et 1829, et différentes pièces relatives à la milice ⁶.

Le premier rapport d'inspection des archives de la commune est dressé par Cécile Douxchamps-Lefèvre, pour les Archives de l'État, en 1971. Il fait suite à un refus formel de la part de la commune de déposer ses archives, comme on peut le lire dans une lettre datée du 11 juin 1968 ⁷. L'archiviste décrit un bon état de conservation pour les archives communales. Les documents sont triés par le secrétaire communal dans un petit local attenant au secrétariat ⁸.

Par une lettre datée du 17 septembre 1991, l'administration communale d'Ohey (qui a repris la charge des archives des anciennes communes) avertit les Archives de l'État de Namur de sa difficulté à conserver correctement ses archives. En effet, le local destiné à la conservation se situant à l'étage, il ne peut recevoir une charge trop importante. Une proposition d'inscription au programme triennal 1992-1994 pour la construction d'un nouveau local est évoquée en fin de lettre.

Il faut attendre 2009 et une inspection de l'archiviste Bernadette Petitjean pour qu'une suite y soit donnée. Différentes recommandations sont formulées par l'inspectrice, qui constate la mauvaise situation des archives et des locaux. Suite à cette inspection, la commune engage une personne pour effectuer la réorganisation des archives. Une nouvelle inspection est réalisée par Bernadette Petitjean à la suite d'une demande d'accompagnement formulée par le 1er échevin. Le rapport souligne que la question des locaux n'a pas encore été résolue. Le 28 décembre 2012, le Collège communal prend la décision de déposer aux Archives de l'État toutes les archives " historiques ", c'est-à-dire les documents de plus de 30 ans ⁹.

Le 15 septembre 2016, le Conseil communal entérine la décision de dépôt prise le 28 décembre 2012. La commune d'Ohey a donc signé, en date du 30 septembre 2016, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux, l'approbation du Collège communal et de l'Archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Dépôt de la commune de Ohey inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 13 septembre 2019 sous le n° 2019/36.

6 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Evelette ".

7 Consulter le n° 57 du présent inventaire.

8 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Evelette ".

9 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Ohey".

Contenu et structure

CONTENU

Les archives inventoriées dans le présent instrument ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Evelette entre 1798 et 1983. Quelques dossiers contiennent des rétroactes antérieurs à 1798 (voir les n° 44, 225 et 448 du présent inventaire), dont le plus ancien remonte à 1728. A *contrario*, le registre de la population entamé en 1971 a été complété jusqu'en 1983 (n° 241). Constatons néanmoins que peu de documents produits par la commune entre le deuxième tiers du XIXe siècle et le premier tiers du XXe siècle sont parvenus aux Archives de l'État.

Procédons par grandes séries d'archives :

LE CONSEIL COMMUNAL ET LE COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités

communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et

d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de

conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle

bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia, n° 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale, n° 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁰. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par le maintien d'une utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

10 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹¹. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹². Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sport et divertissements

11 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

12 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Développement de la vie économique

XV. Mesures sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance, puis Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1 | Extraits de délibérations et décisions. 1801-1831. | 1 liasse |
| 2 | Procès-verbaux et documents afférents. 1803-1831. | 1 liasse |
| 3 | 3 - 10 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1807-1830, 1861-1976.
17 mai 1807 - 27 octobre 1819. | 1 cahier |
| 4 | 22 novembre 1819 - 20 octobre 1830. | 1 cahier |
| 5 | 22 décembre 1861 - 27 janvier 1907. | 1 volume |
| 6 | 10 novembre 1907 - 6 avril 1924. | 1 volume |
| 7 | 21 mai 1924 - 27 septembre 1945. | 1 volume |
| 8 | 30 novembre 1945 - 1er septembre 1952. | 1 volume |
| 9 | 16 septembre 1952 - 3 septembre 1961. | 1 volume |
| 10 | 15 novembre 1961 - 13 décembre 1976. | 1 volume |
| 11 | Extraits du registre aux délibérations approuvés par la Députation permanente du Conseil provincial. 1922-1939. | 1 chemise |
| 12 | Répertoire des délibérations du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins. 1944-1959. | 1 volume |
| 13 | Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la | |

commune. 1956-1972.

1 chemise

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

14 - 16 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1895-1976.
14 juillet 1895 - 19 avril 1960.

14

1 volume

15

24 mai 1960 - 26 décembre 1967.

1 volume

16

4 janvier 1968 - 15 décembre 1976.

1 volume

C. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

17 Registre aux publications des ordonnances et règlements
communaux. 1923-1967.

17

1 volume

D. AVIS ET AFFICHES DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

18 Extraits du registre aux délibérations de l'Administration centrale
du département de Sambre-et-Meuse. 1798-1800.

18

1 liasse

19

Affiche préfectorale concernant les élections nationales. 1er
octobre 1801 (9 vendémiaire an X).

1 pièce

20

Affiche annonçant le résultat des élections pour la nomination de
juges de paix dans le département. 1er avril 1802 (11 germinal an
X).

1 pièce

21

Affiche de l'intendance concernant le montant des cautionnements.
1814.

1 pièce

22

Affiche du gouvernement de la province de Liège concernant les
contributions. 1819.

1 pièce

23

Affiche des députés des États de la province de Namur concernant
la formation de la province. 1819.

1 pièce

-
- 24 Affiche du secrétaire du département des chasses et pêches concernant l'exécution des lois sur l'exercice de la chasse. 1820.
1 pièce
- 25 Règlement d'administration pour le plat-pays de la province de Namur. 1825.
1 cahier
- 26 Affiches et avis du gouverneur et des députés de la province de Namur. 1830-1836.
1 liasse

E. RÉPERTOIRES

- 27 27 - 31 RÉPERTOIRES DES ACTES. 1895-1939.
1895.
1 cahier
- 28 1895-1904.
1 cahier
- 29 1904-1910.
1 cahier
- 30 1910-1919.
1 cahier
- 31 1920-1939.
1 cahier

F. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 32 Correspondance entrante et sortante. 1799-1899.
1 liasse
- 33 Correspondance de Jamar de Maillen, bourgmestre de Libois. 1815-1817.
1 chemise
- 34 Registre de la correspondance. 9 décembre 1800 - 13 janvier 1804.
1 cahier
- 35 35 - 38 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE. 1923-1944, 1959-1968.
1923-1935.

1 volume

36 1927-1944.

1 volume

37 1959.

1 volume

38 1960-1968.

1 volume

G. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

39 Dossier concernant le procès à l'encontre d'Étienne Capelle, ancien receveur communal. 1860-1880.

1 chemise

40 Exploit d'huissier informant la commune de la vente de la maison de Victoire Libion et François-Joseph Léonard, ancien receveur communal à Sorée. 1875.

1 pièce

41 Dossier concernant l'action en justice contre Jules Vidal et son épouse Marie Lupsin pour un défaut de paiement. 1900.

1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

42 Dossier concernant la fusion des communes. 1973-1977. 1 chemise

2. JUMELAGE

43 Circulaire du gouverneur s'informant de l'existence d'un jumelage entre Évelette et une autre commune et réponse du bourgmestre. 1971. 2 pièces

3. TERRITOIRE

44 Copie d'un acte de 1673 concernant les limites de la juridiction de la seigneurie d'Évelette. [XVIIIe siècle]. 1 pièce

45 Dossier concernant les limites du territoire communal de Libois. 1805-1820. 1 chemise

46 Plan et liste des noms de rues. [ca 1970]. 1 pièce

47 Dossier concernant le changement de dénomination de la rue du Village en rue Adèle Thomas. 1971-1976. 1 chemise

48 Lettre du Collège échevinal concernant l'aménagement de la place du Souvenir dans la rue Adèle Thomas. 9 septembre 1976. 1 pièce

49 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant le changement de nom de plusieurs rues en vue de la fusion des communes. 23 novembre 1976. 1 pièce

50 Dossier concernant l'achat d'orthophotoplans. 1972. 1 chemise

4. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

51 Dossier concernant la participation à la Société intercommunale

d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise (SIAEE Namur). 1962-1976.

1 liasse

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

52 Dossier relatif aux nominations pour Évelette et Libois. 1810-1899.
1 chemise

53 Formulaires de nomination. 1830-1831.
1 chemise

54 Formulaire de proposition d'attribution de décorations civiques.
1950.
1 chemise

55 État nominatif des membres. 1965.
1 pièce

56 Tableaux de préséance. 1965-1971.
1 chemise

C. ARCHIVES

57 Dossier concernant la surveillance des archives par les Archives de l'État. 1968-1971.
1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. GÉNÉRALITÉS

58 État du personnel des gardes champêtres, gardes surnuméraires et gardes particuliers. 1834.
1 pièce

59 Tableau statistique. 1966.
1 pièce

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

60 Dossier concernant le traitement du receveur communal régional Robert Crefcoeur. 1951-1961.
1 chemise

61 Dossier concernant la nomination de Gustave Terwagne en qualité d'indicateur-expert du cadastre. 1971.
1 chemise

- 62 3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
Dossier individuel du fossoyeur Éloi Despagne. 1945-1971.
1 chemise
- 64 4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE
Formulaire de nomination de Joseph Chevalier au poste de garde
champêtre. 1831.
1 pièce
- 63 Formulaire de proposition d'attribution d'une décoration civique
pour le garde champêtre Terwargne. 1950.
1 pièce

III. PATRIMOINE

65 - 68 DOSSIERS CONCERNANT LA LOCATION DE BIENS COMMUNAUX. 1805-1816, 1824-1874, 1935-1951, 1972-1978.

65	1805-1816.	1 liasse
66	1824-1874.	1 liasse
67	1935-1951.	1 chemise
68	1972-1978.	1 chemise
69	État des biens communaux cédés à l'Administration des Domaines. 1813.	1 pièce
70	État des biens communaux vendus. 1814.	1 pièce
71	Tableau des acquéreurs de terres labourables. 30 novembre 1815.	1 pièce
72	Registre des essarts. 1839-1876.	1 volume
73	État des propriétaires de terrains que la commune se propose d'acquérir. 1855.	1 pièce
74	Attestation de don d'un chemin à la commune. 1860.	1 pièce
75	Dossier concernant la location de l'école des filles. 1888-1945.	1 chemise
	<i>76 - 80 DOSSIERS CONCERNANT LES VENTES DE CHEMINS. 1945-1964, 1972-1977.</i>	
76	Chemin n° 38. 1945-1964.	1 chemise
77	Chemin n° 14. 1972.	1 chemise

78	Chemin n° 31. 1972-1973.	1 chemise
79	Chemin dit du " Tige Saint-Antoine ". 1973-1974.	1 chemise
80	Sentier n° 65. 1976-1977.	1 chemise
81	Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal et plans concernant l'adjudication des locations de biens ruraux. 1946.	1 chemise
82	Registre des immeubles-fermages. 1948-1976.	1 volume
83	Polices d'assurance incendie. 1960-1961.	1 chemise
84	Enquête pour la vente d'un excédent de voirie. 1962.	1 chemise
85	Livre-sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt. [ca 1965].	1 cahier
86	Dossier concernant l'aliénation de trois parcelles à Flostoy et aux emprises nécessaires pour le chemin n° 12. 1976-1978.	1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 87** Dossier concernant la gestion financière des communes de Libois et Évelette. 1801-1820. 1 chemise
- 88** Arrêté concernant l'insuffisance des revenus communaux. 1832. 1 pièce
- 89** Dossier de désignation d'un employé communal comme membre de la Commission fiscale. 1960-1972. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 90** *90 - 103 BUDGETS ANNUELS. 1827-1836, 1871-1897, 1919-1976.*
1827-1829. 1 chemise
- 91** 1830-1834. 1 chemise
- 92** 1835-1836. 2 cahiers
- 93** 1871-1877, 1879. 1 chemise
- 94** 1882-1889. 1 chemise
- 95** 1890, 1894-1897. 1 chemise
- 96** 1919. 1 cahier
- 97** 1920, 1922-1929. 1 chemise
- 98** 1930-1939. 1 liasse

99	1940-1949.	1 liasse
100	1950, 1954-1955, 1957-1959.	1 liasse
101	1960, 1962-1969.	1 liasse
102	1970-1975.	1 liasse
103	1976.	1 chemise
104	Tableau de tête de budget. 1977.	1 cahier
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
<i>105 - 106 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1960-1961.</i>		
105	1960.	1 chemise
106	1961.	1 chemise
3. PLACEMENTS		
107	Sommier des fonds publics. 1939-1943.	1 cahier
4. EMPRUNTS		
<i>108 - 109 REGISTRES DES DETTES CONSTITUÉES ET EXIGIBLES. 1816-1817.</i>		
108	1816.	1 cahier
109	1817.	1 cahier
110	Reçu rédigé par Jules Sépulchre, receveur, relatif à la réception, par l'intermédiaire du bourgmestre Charles Résimont, d'un don de 16 000 francs fait par les frères Sovet, fermiers à Halloy, pour les	

dépenses de la commune. 1900.

1 pièce

- 111** Dossier concernant les ouvertures de crédits et les emprunts. 1947-1970.
1 chemise
- 112** Dossier concernant l'emprunt pour les travaux d'extension et d'amélioration de la distribution de l'eau. 1962-1963.
1 chemise
- 113** 5. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
Arrêtés de la Députation permanente concernant l'octroi de subsides provinciaux dans le cadre de travaux de voirie. 1955-1956.
1 chemise
- 114** Registre de classification de la voirie. 1960.
1 volume
- 115** Rapports sur la superficie de la voirie dans le cadre de la répartition du Fonds des communes. 1960-1973.
1 chemise
- 116** Dossier concernant les subventions octroyées dans le cadre du " Plan vert " visant la replantation d'arbres. 1975-1976.
1 chemise

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

*117 - 138 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.
1938-1976.*

- 117** 1938.
1 cahier
- 118** 1939.
1 cahier
- 119** 1940-1942.
1 liasse
- 120** 1943-1947.
1 liasse

121	1948-1950.	1 liasse
122	1951-1953.	1 liasse
123	1954-1959.	1 liasse
124	1962.	1 chemise
125	1963.	1 chemise
126	1964.	1 chemise
127	1965.	1 chemise
128	1966.	1 chemise
129	1967.	1 chemise
130	1968.	1 chemise
131	1969.	1 chemise
132	1970.	1 chemise
133	1971.	1 liasse
134	1972.	1 liasse
135	1973.	1 cahier
136	1974.	1 cahier
137	1975.	

		1 cahier
138	1976.	1 liasse
139	<i>139 - 140 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1940-1948.</i> 5 mars 1940 - 23 janvier 1943.	1 volume
140	23 janvier 1943 - 31 décembre 1948.	1 volume
	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	
141	<i>141 - 152 COMPTES ANNUELS. 1818-1863, 1920-1976.</i> 1818-1819.	2 cahiers
142	1820-1829.	1 chemise
143	1830-1833, 1837-1839.	1 chemise
144	1840, 1846-1849.	1 chemise
145	1850-1854.	1 chemise
146	1860-1861, 1863.	1 chemise
147	1920-1929.	1 liasse
148	1930-1939.	1 liasse
149	1940-1949.	1 liasse
150	1950-1959.	1 liasse
151	1960-1969.	1 liasse

		1 liasse
152	1970-1976.	1 liasse
153	Mandats de paiement pour différentes dépenses communales. 1854-1856.	1 chemise
154	<i>154 - 173 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1945-1976.</i> 1945.	1 liasse
155	1946.	1 liasse
156	1947.	1 liasse
157	1948.	1 liasse
158	1949.	1 liasse
159	1950.	1 liasse
160	1956.	1 chemise
161	1961.	1 chemise
162	1962.	1 liasse
164	1967.	1 chemise
165	1968.	1 liasse
166	1970.	1 chemise

167	1972.	1 cahier
168	1973.	1 chemise
169	1974.	1 liasse
170	1975.	1 chemise
171	171 - 173 1976 Recettes.	1 liasse
172	Dépenses (1re partie).	1 liasse
173	Dépenses (2e partie).	1 liasse
3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR		
174	<i>174 - 176 COMPTES DE FIN DE GESTION. 1938, 1959.</i> Rendu par Jules Sépulchre à M. Michaux. 1938.	1 chemise
175	Rendu par Robert Haquenne à Robert Crefcoeur. 1959.	1 cahier
176	Rendu par Robert Crefcoeur. 1959.	1 cahier
<i>D. IMPOSITIONS ET TAXES</i>		
177	Affiche reproduisant un extrait du registre aux délibérations de l'administration centrale du département sur les rôles de l'an VI. 9 juillet 1799 (21 messidor an VII).	1 pièce
178	Bordereaux pour les exercices des ans X et XI. 1801-1803.	1 chemise
179	Extraits des lois, arrêtés et décisions ministérielles concernant le mode de recouvrement des contributions directes. 16 octobre 1803	

	(23 vendémiaire an XII).	1 cahier
180	180 - 184 RÔLES DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE, PERSONNELLE, SOMPTUAIRE ET NOBILIAIRE, DES PORTES ET FENÊTRES. 1802-1819. 1802-1803.	1 chemise
181	1804-1806.	1 liasse
182	1806-1809.	1 chemise
183	1811-1814.	1 liasse
184	1815-1819.	1 liasse
185	Reçus relatifs aux versements effectués par les citoyens pour l'exercice de l'an XII. 1803-1804.	1 chemise
186	Rôles des taxes établies sur les bestiaux. 1816-1817, 1829, 1844.	1 chemise
187	Liste des contribuables retardataires pour l'an 1819. 1819.	1 pièce
188	Avertissements et déclarations de succession. 1831-1834.	1 chemise
189	Déclaration pour la contribution personnelle de Jean Basia. 1832.	1 pièce
195	Cahier des charges pour la perception du péage établi sur le chemin de grande communication venant d'Assesse. 1884.	1 pièce
196	Dossier concernant l'imposition spéciale de voirie à charge des exploitants de terres plastiques. 1892-1913.	1 chemise

190	190 - 194 RÔLES DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE. 1894-1899. 1894.	1 cahier
191	1895.	1 cahier
192	1897.	1 cahier
193	1898.	1 cahier
194	1899.	1 cahier
197	Dossier concernant la taxe visant à créer un bureau de bienfaisance. 1898-1901.	1 chemise
198	Dossier concernant la création de taxes sur les chiens et sur la chasse. 1913-1975.	1 chemise
199	Journal des recettes des taxes communales. 1940-1954.	1 cahier
200	Tableaux des parts et des additionnels dans les perceptions. 1943- 1944.	1 chemise
201	Registre des recettes des taxes communales. 1955-1975.	1 volume
202	Dossier concernant les centimes additionnels au précompte immobilier. 1958-1976.	1 chemise
203	Dossier concernant les taxes sur les immondices. 1959-1972.	1 chemise
204	Listes annuelles des entreprises de travaux à destination du contrôleur des contributions. 1960-1976.	1 chemise
205	Dossier concernant la taxe sur la consommation d'eau. 1963-1975.	1 chemise

-
- 206 Dossier concernant les taxes sur l'eau. 1966-1968. 1 chemise
- 207 *E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières, non bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement, et évaluation cadastrales. [1833]. 1 volume
- 208 208 - 212 MATRICES CADASTRALES. [1833 - 1RE MOITIÉ XXE SIÈCLE].
1er volume, articles 1 à 149. 1 volume
- 209 2e volume, articles 150 à 267. 1 volume
- 210 3e volume, articles 268 à 443. 1 volume
- 211 4e volume, articles 444 à 702. 1 volume
- 212 5e volume, articles 703 à 731. 1 volume
- 213 Table indiquant les numéros des parcelles du plan primitif et leur renvoi aux articles de la matrice cadastrale. [1833 - XIXe siècle]. 1 volume
- 214 Relevé des totaux des articles de la matrice cadastrale (1re partie). 1834-1844. 1 volume
- 215 " Registre indiquant les divisions de classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale (1re partie) ". 1837-1919. 1 cahier
- 216 Listes de propriétaires de biens bâtis et non-bâtis. 1838-1845. 1 chemise
- 217 États des parcelles à expertiser. 1869-1873. 1 chemise

- 218 - 219 TABLES ALPHABÉTIQUES DES PROPRIÉTAIRES INSCRITS À LA MATRICE CADASTRALE. 1879-1899, 1910-1919.
- 218 1879-1899. 1 volume
- 219 1910-1919. 1 volume
- 220 Cahier de calcul des contenances des nouvelles parcelles résultant de changements de limites. 1906-1924. 1 volume
- 221 Liste des contribuables soumis au revenu cadastral. 1927-1929. 1 cahier
- 222 - 223 MATRICES CADASTRALES ACTIVES MÉCANISÉES. [1966-1977].
- 222 Articles 1 à 776. 1 volume
- 223 Articles 777 à 1001. 1 volume

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

224 Lettre du commissaire d'arrondissement relative à la vérification des registres de l'état civil et de la population du mardi 23 août 1966. 1966. 1 pièce

B. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

225 Extraits d'actes de naissance, mariage et décès. 1788-1815. 1 liasse

226 Relevés de l'état civil. 1er septembre 1799 (15 fructidor an VII) - 1841. 1 liasse

227 Registres aux actes de naturalité. 1922-1923. 2 cahiers

C. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

228 Autorisation de transfert du corps de Mathilde Anciaux dans la commune. 1875. 1 pièce

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

- 229 Dossier concernant l'enrichissement des données du registre national suite à la fusion des communes. 1976-1977. 1 liasse

B. REGISTRES DE LA POPULATION ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 230 230 - 241 REGISTRES DE LA POPULATION. 1846-1983.
1846-1866. 1 volume
- 231 1867-1914. 1 volume
- 232 1910-1921. 1 volume
- 233 233 - 234 1920-1930.
Volume 1, folios 1-200. 1 volume
- 234 Volume 2, folios 201-400. 1 volume
- 235 235 - 237 1931-1947.
Volume 1. 1 volume
- 236 Volume 2. 1 volume
- 237 Volume 3. 1 volume
- 238 238 - 239 1948-1960.
Volume 1. 1 volume
- 239 Volume 2. 1 volume

240	1961-1970.	1 volume
241	1971-1983.	1 volume
242	242 - 246 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1846-1914, 1921-1930, 1961-1970. 1846-1851.	1 volume
243	1851-1866.	1 volume
244	1867-1914.	1 volume
245	1921-1930.	1 volume
246	1961-1970.	1 fichier
247	247 - 248 REGISTRES DES ENTRÉES ET SORTIES. 1827-1829, 1961- 1976. 1827-1829.	1 cahier
248	1961-1976.	1 volume
249	249 - 250 REGISTRES DES ENTRÉES. 1892-1960. 1892-1914.	1 volume
250	1916-1960.	1 volume
251	251 - 252 REGISTRES DES SORTIES. 1892-1960. 1892-1914.	1 volume
252	1916-1960.	

1 volume

- 253 253 - 254 REGISTRE DES NAISSANCES ET DÉCÈS DANS UNE AUTRE COMMUNE. 1960-1976.
1960-1973. 1 cahier
- 254 1960-1976. 1 volume
- 255 *C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*
Dénombrement de la population de Libois. 11 août 1800 (23 thermidor an VIII). 1 pièce
- 256 État de la population. 1813. 1 pièce
- 257 Registre des inscriptions pour les cartes de sûreté. 1815. 1 cahier
- 258 Bulletins complétés en vue d'effectuer un relevé de la population. 1830. 1 liasse
- 259 Liste des habitants. 1845. 1 cahier
- 260 Dossier concernant la numérotation des maisons. 1930. 1 pièce
- 261 Tableaux de mouvement de la population. 1951-1975. 1 liasse
- 262 262 - 263 FICHES DE RECENSEMENT. 1960.
Évelette. 1 fichier
- 263 Libois - Tahier - Ève - Bouchaille. 1 fichier
- 264 Dossier concernant l'organisation du recensement général du 31 décembre 1961. 1961-1962. 1 chemise

-
- 265 Dossier concernant le recensement général de la population et des logements au 31 décembre 1970. 1970. 1 liasse
- D. PASSEPORTS*
- 266 Registre aux passeports. 24 juillet 1800 (5 thermidor an VIII) - 1811. 1 chemise
- E. ÉTRANGERS*
- 267 267 - 269 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1924-1976. 1924-1932. 1 volume
- 268 1933-1947. 1 volume
- 269 1948-1976. 1 volume
- 270 Dossiers individuels d'étrangers. 1956-1971. 1 chemise
- 271 Dossier concernant les demandes d'occuper un travailleur étranger. 1960-1963. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. PERSONNES ÉLIGIBLES ET CANDIDATS

- 273 Lettre du gouverneur concernant les citoyens éligibles. 1820.
1 pièce
- 274 Liste des éligibles pour le Sénat et le corps législatif. 1832-1836.
1 chemise
- 272 Diplôme de capacité pour l'électorat provincial et communal. 1883.
1 pièce

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 275 État nominatif des citoyens qui ont le droit de vote. 1800-1801 (an IX).
1 pièce
- 276 Listes des habitants ayant droit de vote. 1819-1836.
1 chemise
- 277 Listes des électeurs communaux du 1er novembre 1895 au 31 mai 1896. 1895-1896.
1 chemise

278 - 282 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1964-1978.

- 278 1964-1966.
1 cahier
- 279 1966-1968.
1 cahier
- 280 1972-1974.
1 cahier
- 281 1973.
1 cahier
- 282 1976-1978.
1 cahier

C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

- 283 Registre spécial des réclamations verbales ou écrites. 1894.

		1 cahier
284	Relevé des citoyens pour la réformation des listes électorales. 1895.	1 pièce
285	Dossier de révision de 1903-1904. 1901-1904.	1 cahier
286	Registre des décisions rendues par le Collège des bourgmestre et échevins en matière électorale. 1905-1909.	1 cahier
287	Registre des incapacités électorales. 1951-1972.	1 volume
288	288 - 291 DOSSIERS CONCERNANT LES RÉVISIONS. 1963, 1971, 1973, 1975. 1963.	1 chemise
289	1971.	1 chemise
290	1973.	1 chemise
291	1975.	1 chemise
292	<i>D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS</i> Dossier de l'élection de l'an IX. 1800-1801.	1 chemise
293	Dossier de l'élection des juges de paix. 1801-1802.	1 chemise
294	Procès-verbal du dépouillement des suffrages pour la nomination des électeurs chargés de choisir les membres des États provinciaux. 1820.	1 chemise
295	Procès-verbal du dépouillement des suffrages pour l'élection d'un assesseur et d'un conseiller communal. 1833.	1 chemise

296	Procès-verbaux et rapports concernant les élections législatives et communales. 1894-1932.	1 chemise
297	Dossier concernant l'élection au conseil de prud'hommes. 1950.	1 chemise
298	298 - 300 DOSSIERS CONCERNANT LES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1958, 1964, 1970. 1958.	1 chemise
299	11 octobre 1964.	1 chemise
300	11 octobre 1970.	1 chemise
301	301 - 302 DOSSIERS CONCERNANT LES ÉLECTIONS PROVINCIALES. 1971, 1974. 7 novembre 1971. 1971.	1 liasse
302	10 mars 1974. 1974.	1 liasse

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. CONSCRIPTION ET VOLONTAIRES

- 303 Affiche reproduisant un extrait du registre aux délibérations de l'Administration centrale du département sur la mise en activité de service de deux cent mille conscrits. 2 octobre 1798 (11 vendémiaire an VII).
1 pièce
- 304 Affiche reproduisant un extrait du registre aux délibérations du Directoire exécutif concernant la réquisition de colonnes mobiles des gardes nationales. 3 novembre 1798 (13 brumaire an VII).
1 pièce
- 305 Correspondance concernant les conscrits de la commune. 1803-1815.
1 chemise

2. MILICE ET VOLONTAIRES

A. 1817-1923

- 306 Registres des miliciens arrivés dans la commune, renvoyés ou exemptés. 1815-1817.
1 chemise
- 307 Liste de milice nationale. 1816.
1 pièce
- 308 Rapport concernant l'organisation de la patrouille du 8 décembre 1817. 1817.
1 pièce
- 309 Cartouches, correspondance et formulaires concernant les miliciens. 1817-1852.
1 liasse
- 310 310 - 315 Registres d'inscription pour la milice nationale. 1838-1884, 1920-1923.
1838-1857.
1 volume
- 311 1857-1865.
1 liasse

312	1868-1876.	1 volume
313	1871-1884.	1 volume
314	1920-1923.	1 volume
315	1921.	1 pièce
316	Pièces concernant les levées de milice. 1861-1874.	1 chemise
<i>B. 1924-1977</i>		
317	317 - 319 Dossiers concernant les levées de milice. 1923-1955, 1962-1977. 1923-1955.	1 liasse
318	1962-1969.	1 liasse
319	1970-1977.	1 liasse
322	Registre des militaires en congé. 1932-1945.	1 volume
320	Dossier concernant les indemnités payées aux familles des militaires rappelés. 1939.	1 cahier
323	Dossier concernant les miliciens rappelés. 1939-1954.	1 chemise
324	Livre de recettes, dépenses et de rémunérations militaires. 1939-1940.	1 cahier
321	Demandes d'allocation aux familles de militaires soldés, miliciens rappelés ou maintenus sous les drapeaux. 1941-1962.	1 liasse

-
- 325 Listes de levées, d'exemptions et d'objecteurs de conscience. 1969-1970. 1 chemise
- 326 Statistiques de la levée de 1978 et liste des demandes. 1978. 1 chemise
- B. GARDE CIVIQUE*
- 327 État des dépenses occasionnées par les opérations du Conseil de garde civique d'Andenne. [ca 1830]. 1 pièce
- 328 Listes d'inscription. [ca 1830]. 1 chemise
- 329 Liste alphabétique. 1832. 1 cahier
- 330 Registre d'inscription. 1833. 1 cahier
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
1. GUERRES NAPOLÉONIENNES
- 331 Dossier concernant les contributions extraordinaires de guerre. 1804-1816. 1 chemise
- 332 Correspondance concernant les réquisitions et l'hébergement des troupes alliées. 1814-1817. 1 liasse
- 333 Directives aux bourgmestres suite au retour au pouvoir de Napoléon. 27 mars 1815. 1 pièce
- 334 Liste de militaires morts durant les campagnes d'Espagne et de Russie. 1815-1816. 1 pièce
- 335 Affiche annonçant la victoire alliée à la bataille de Waterloo. 19 juin 1815. 1 pièce

-
2. GUERRES MONDIALES
- 337 Rapport de perquisition chez le curé Arthur Crespin. 1916.
1 chemise
- 336 Acte de décès du prisonnier Jules Laffut, décédé en captivité en
Allemagne. 1917-1919.
1 chemise
- 338 Registre de reconnaissance nationale des déportés. 1921.
1 volume
- 339 Formulaires de réquisition d'avoine. 1940.
1 chemise
- 340 Tract de propagande allemande. 1940.
1 pièce
- 341 Lettre du prisonnier de guerre Jean Baudry à ses parents. 1942.
1 pièce
- 342 Expédition d'un arrêté royal relatif à la condamnation de Fernand
Milquet pour vol de nourriture. 1943.
1 pièce
- 343 Registre de comptabilité de la délivrance des cartes de
ravitaillement. 1945-1946.
1 volume
- 344 Demande du gouverneur au bourgmestre visant à obtenir la liste
des administrés prisonniers politiques en Allemagne. 1945.
1 pièce
- 345 Relevés des comptes des prisonniers de guerre. 1945.
1 chemise
- 346 Attestations de reconnaissance de la qualité de résistant armé par
l'Office de la Résistance. 1949-1954.
1 chemise
- 347 Attestation de reconnaissance de la qualité de résistant. 1951.
1 chemise
- 348 Formulaires d'attestation pour l'attribution du statut de prisonnier
politique. 1956.
1 chemise
- 349 Listes de bénéficiaires de pensions, rentes et allocations nées de la

Première Guerre mondiale. 1957.

1 chemise

350

Dossier concernant les dommages de guerre de la famille Naomé.
1969.

1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

- 351 Affiche reproduisant un extrait du registre aux délibérations de l'Administration centrale du Département interdisant de porter des armes et d'en posséder. 16 mai 1799 (27 floréal an VII). 1 pièce
- 352 Modèle type de procès-verbal pour délit forestier. 1806. 1 pièce
- 353 Rapport concernant la chasse faite à un loup ayant visité le village. 1819. 1 pièce
- 354 - 356 *REGISTRES DES CONDAMNATIONS JUDICIAIRES. 1863-1956.*
- 354 1863-1913. 1 volume
- 355 1869-1926. 1 volume
- 356 1927-1956. 1 volume
- 357 Procès-verbal dressé à l'encontre d'Armand Sœur pour la coupe illégale de bois. 1898. 1 pièce
- 358 Dossier concernant le droit de chasse sur les terrains communaux. 1904-1945. 1 chemise
- 359 Dossier concernant la délivrance du droit de chasse. 1960-1962. 1 chemise
- 360 Liste des personnes assujetties à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage. 1962-1968. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. IMMONDICES

361 Dossier concernant la gestion de l'enlèvement des immondices.
1963-1974. 1 liasse

362 Plaintes à l'encontre du service. 1967-1974. 1 chemise

363 Dossier concernant la location de la fosse pour immondices
d'Haillet pour y déverser les déchets de la commune. 1973-1976.
1 chemise

B. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

364 État des vaccinations faites gratuitement par Désiré Gennotte en
août 1845. 1er janvier 1846. 1 pièce

365 Registre des vaccinations. 1865-1914. 1 volume

366 Dossier concernant la campagne de vaccination systématique
contre la poliomyélite. 1930-1963. 1 chemise

367 Dossier concernant la nomination du médecin vaccinateur Humblé
de Havelange. 1960. 1 chemise

C. LUTTE CONTRE LES MALADIES NON ÉPIDÉMIQUES

368 Dossier concernant la campagne de dépistage du cancer. 1973.
1 chemise

D. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

369 Dossier concernant la lutte antituberculeuse animale. 1961.
1 chemise

E. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

370 Dossier concernant le rachat et la démolition d'une maison
insalubre sise rue du Moulin, n° 89. 1969-1973. 1 chemise

F. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

- 372** Dossier concernant les problèmes potentiels liés à l'installation d'un câble électrique par la SA Électrobel. 1971. 1 chemise
- 371** Dossier d'inspection en vue de construire un hangar pouvant servir d'étable. 1973. 1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS SCOLAIRES

373 Dossier concernant les travaux de construction de l'école des filles.
2 avril 1805 (12 germinal an XIII) - 1868.

1 chemise

374 Dossier concernant les travaux de construction de l'école des
garçons. 1819-1870.

1 chemise

376 Dossier concernant les travaux apportés à l'école des garçons et à
la maison de l'instituteur. 1908-1960.

1 liasse

375 Dossier concernant les travaux de transformation et
d'aménagement de l'école des filles. 1909-1969.

1 liasse

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA CULTURE

377 Dossier concernant les travaux de construction d'un hall
d'exposition. 1977-1978.

1 chemise

3. BÂTIMENTS DU CULTE

A. ÉGLISE SAINT-GERMAIN

378 Dossier concernant les travaux d'agrandissement. 1877-1914.

1 liasse

379 Dossier concernant les travaux de restauration du clocher. 1935-
1937.

1 chemise

380 Dossier concernant la fourniture et le placement de deux cloches.
1951-1953.

1 chemise

381 Dossier concernant les travaux au clocher. 1960-1967.

1 liasse

-
- 382** *B. CHAPELLE DE LIBOIS*
Dossier concernant les travaux de restauration. 1901-1934.
1 chemise
- 383** 4. CIMETIÈRE
Dossier concernant les travaux de réfection des murs d'enceinte.
1885-1950.
1 chemise
- 384** Dossier concernant l'abattage d'arbres. 1909-1912.
1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,
LES QUAIS, ETC.)*
- 385** Dossier concernant la gestion des voies et chemins. 1803-1832.
1 liasse
- 386** Dossier de répartition des travaux. 1806.
1 cahier
- 387** Copie d'un arrêté nommant Jamar de Maillen aux fonctions
d'inspecteur honoraire des chemins vicinaux. 22 mai 1811.
1 pièce
- 388** 388 - 389 PLANS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN CHEMIN DE
GRANDE COMMUNICATION À LA STATION DU PONT. 1852.
Vue en coupe.
1 pièce
- 389** Vue aérienne.
1 pièce
- 390** Devis et cahier des charges concernant les travaux des chemins n°
6 et 15. 1865.
1 cahier
- 391** Devis et cahier des charges concernant les travaux d'entretien
d'une partie des chemins. 1871.
1 pièce
- 392** Cahier des charges pour les travaux du chemin de grande
communication d'Assesse. 1883.
1 cahier

-
- 393 Dossier concernant l'entretien du chemin de grande communication n° 37. 1910. 1 chemise
- 394 Dossier concernant les travaux d'entretien des chemins ordinaires. 1945-1949. 1 chemise
- 395 Dossier concernant les travaux à l'aqueduc du chemin de grande communication n° 36. 1947-1950. 1 chemise
- 396 - 402 DOSSIERS CONCERNANT LES TRAVAUX DE RÉFECTION DE CHEMINS. 1948-1968.
- 396 Chemin de grande communication n° 36. 1948. 1 chemise
- 397 Chemin de grande communication n° 37. 1948. 1 chemise
- 398 Chemins de grande communication n° 27 et 33. 1950. 1 chemise
- 399 Divers chemins. 1951-1957. 1 chemise
- 400 Chemins n° 11, 15, 37 et 45. 1952-1953. 1 chemise
- 401 Chemins n° 19, 30, 32 et 36. 1959-1965. 1 chemise
- 402 Chemins n° 45, 46 et 48. 1966-1968. 1 chemise
- 403 Dossier concernant les travaux d'enlèvement des terres de chemins de grande communication. 1949. 1 chemise
- 404 Dossier concernant les travaux de construction d'un aqueduc. 1961-1963. 1 chemise
- 405 - 406 DOSSIER CONCERNANT LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES CHEMINS AGRICOLES. 1965-1967, 1973-1978.
- 405 1965-1967.

		1 chemise
406	1973-1978.	1 liasse
407	Dossier concernant le projet de déclassement des chemins n° 18 et 39. 1965-1969.	1 chemise
408	Dossier concernant les travaux d'amélioration des chemins n° 9, 11 et 19. 1967-1969.	1 chemise
409	Dossier concernant les travaux d'élargissement du chemin de grande communication n° 36. 1967-1970.	1 liasse
410	Dossier concernant les travaux de réfection de la rue Gilman, de la rue du Moulin et de la chaussée de grand chemin. 1971-1972.	1 chemise
411	Dossier concernant les travaux de réfection de trois ponceaux et de divers chemins. 1973-1974.	1 liasse
412	<i>C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES</i> Dossier concernant la réalisation d'un tableau descriptif et de plans détaillés. 1956.	1 chemise
	<i>D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE</i>	
413	1. DISTRIBUTION D'EAU Cahier des charges et conditions pour l'établissement d'un puits à la Bouchaille. 1866.	1 cahier
414	Dossier concernant les travaux d'extension de la distribution d'eau. 1894-1949.	1 liasse
415	Dossier concernant les travaux d'amélioration du réseau. 1960-1972.	1 liasse

-
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 416 Cahier des charges type pour la concession d'une distribution publique. 1928-1929. 1 cahier
- 417 Plans du réseau de distribution. 1929-1930. 1 liasse
- 418 Plans du réseau de distribution basse tension et des postes de transformation. 1946. 1 chemise
- 419 Dossier concernant les travaux d'électrification des maisons isolées. 1949-1950. 1 chemise
- 420 Dossier concernant les problèmes d'alimentation du hameau de Résimont. 1964-1968. 1 chemise
3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 421 Dossier concernant les travaux de placement de lampes supplémentaires. 1965-1975. 1 liasse
- 422 Dossier concernant les travaux de placement d'un coffret d'éclairage et le renforcement du réseau électrique. 1967. 1 chemise
4. TRANSPORTS EN COMMUN
- 423 Dossier concernant les lignes de bus et les problèmes d'exode des habitants de la commune vers les villes. 1959-1973. 1 chemise
- 424 Dossier concernant les travaux de construction d'abribus. 1963-1975. 1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
1. PLANS DE SECTEUR
- 425 Plan de secteur pour enquête publique. 1976. 1 chemise

2. PERMIS DE BÂTIR**426**

Listes et statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis pendant l'année. 1965-1973.

1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

- 427 Dossier concernant les sommes dues à la veuve de Joseph Bodart, instituteur, par les communes d'Érezée et d'Evelette. 1898.
1 chemise
- 428 Dossier concernant l'adoption d'un règlement scolaire. 1901-1902.
1 chemise
- 429 Dossier concernant l'achat de fournitures classiques. 1962-1964.
1 liasse
- 430 Dossier concernant les subventions-traitements. 1963-1976.
1 chemise
- 431 Dossier concernant la suppression d'un poste de supplément de direction à charge de l'État. 1966-1967.
1 chemise
- 432 Dossier concernant la manifestation de reconnaissance pour la mise à la retraite de Mmes Lambert et Joachim. 1974.
1 chemise
- 433 Circulaire de la Direction générale de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire concernant les dépenses consenties en faveur des élèves des écoles libres maternelles et primaires et réponse du bourgmestre. 1976.
2 pièces

XIII. FESTIVITÉS

- 434 Dossier concernant l'organisation de noces d'or. 1972-1974.
1 chemise
- 435 Dossier concernant l'organisation de fêtes et kermesses. 1973-1976.
1 chemise
- 436 Dossier concernant l'hommage à l'abbé Matagne. 1975.
1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 437 Tableaux concernant les renseignements sur les laines et la tonte. 1812. 1 chemise
- 438 Tableau statistique de l'agriculture. 1815. 1 pièce
- 439 Recensements agricoles. 1950-1976. 1 carnet
- 440 Déclarations de dégâts par suite d'intempéries. 1954-1956. 1 chemise
- 441 Liste de propriétaires de véhicules agricoles. 1956. 1 chemise
- 442 Recensements agricoles et horticoles. 1957-1965. 1 liasse
- 443 Listes et rapports concernant les cultivateurs de céréales fourragères. 1958-1960. 1 chemise
- 444 Liste des agriculteurs. 1960. 1 chemise
- 445 Recensement quinquennal des bois et forêts imposables à la taxe provinciale. 1962. 1 carnet
- 446 Dossier concernant la délimitation du territoire communal en zones agricoles et forestières. 1965-1967. 1 chemise
- 447 Dossier concernant le travail de la Commission de constat des dégâts agricoles. 1965-1975. 1 liasse
- 448 Dossier concernant les demandes de plantations forestières. 1971-1972. 1 chemise

B. ÉLEVAGE

449 Mandements, règlements et procès-verbaux concernant le
pâturage des animaux. 1728-1831. 1 chemise

450 État indicatif des propriétaires de bestiaux. 1816. 1 cahier

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

451 Dossier concernant l'exploitation du sous-sol du lieudit " La
Bouchaille ". 1950. 1 chemise

452 Recensement général de l'industrie et du commerce. 1961. 1 cahier

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. INDIGENTS

453 Certificats et listes d'indigents. 1816-1832. 1 chemise

454 Dossier concernant des personnes placées dans des institutions et dont les frais d'entretien sont assumés par les pouvoirs publics. 1894-1916. 1 chemise

455 Courriers adressés à plusieurs administrations communales sollicitant l'envoi d'informations concernant le domicile de secours de particuliers. 1905-1910. 1 chemise

B. CHÔMEURS

456 Dossier concernant la mise au travail des chômeurs. 1972. 1 liasse

C. AIDE À LA FAMILLE

457 Dossier concernant les conventions d'adhésion au Service social des familles. 1960-1974. 1 liasse

D. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

458 Registre des pensionnaires et bénéficiaires de rentes viagères. 1824. 1 cahier

459 Registre des pensions de vieillesse. 1927-1963. 1 volume

460 Titres de pension de personnes décédées. 1945-1972. 1 chemise

461 461 - 462 REGISTRES DES DEMANDES DE PENSIONS. 1963-1976. Travailleurs indépendants. 1963-1973. 1 carnet

462 Travailleurs salariés et indépendants. 1971-1976. 1 carnet

E. AIDE AUX HANDICAPÉS

- 463 État des renseignements des sourds-muets et aveugles. 15 janvier 1936.
1 pièce
- F. LOGEMENTS SOCIAUX*
- 464 Dossier concernant la création d'une société régionale d'habitations et logements à bon marché. 1926.
1 chemise
- 465 Formulaire de souscription au capital de la société La Petite Propriété Terrienne du Namurois. 1963.
1 chemise
- 466 Dossier concernant une enquête dans la province sur les interventions des communes en matière de logement. 1974.
1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

- 467 Registre aux délibérations. 22 janvier 1825 - 28 septembre 1829.
1 cahier
- 468 Procès-verbal de la séance du Bureau de bienfaisance concernant
la désignation de Jean-Lambert Dinon comme représentant à la
réunion des délégués des Bureaux de bienfaisance de l'ancien
canton d'Havelange. 25 janvier 1832.
1 pièce
2. PERSONNEL
- 469 Formulaires de nomination du comptable, du receveur et des
membres. 1829.
1 chemise
- 470 Procès-verbal de renouvellement des membres du Bureau de
bienfaisance. 21 janvier 1923.
1 pièce
- 471 Tableaux dressés dans le cadre des renouvellements, par
cinquième, des membres du Bureau de bienfaisance. 1895-1924.
1 chemise
3. FINANCES
- 472 - 475 BUDGETS ANNUELS. 1817-1845, 1861-1865, 1910, 1914,
1921-1925.
- 472 1817-1845.
1 liasse
- 473 1861-1865.
1 chemise
- 474 1910, 1914.
2 pièces
- 475 1921-1925.
1 chemise

476	476 - 485 COMPTES ANNUELS. 1834, 1835, 1845, 1861-1886, 1892-1900, 1909-1924. 1834-1835.	1 chemise
477	1845.	1 cahier
478	1861, 1863-1869.	1 chemise
479	1870-1879.	1 chemise
480	1880-1886.	1 chemise
481	1892-1899.	1 chemise
482	1900.	1 cahier
483	1909.	1 cahier
484	1910-1913, 1919.	1 chemise
485	1920-1924.	1 chemise
532	Grands-livres des recettes et dépenses. 1900-1942.	1 volume
486	4. EXÉCUTION DES TÂCHES Proposition de répartition d'une somme de cent francs laissée par le curé aux pauvres de sa paroisse. [ca 1810].	1 pièce
	<i>B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE</i>	
487	1. PERSONNEL Pièces concernant la nomination des membres. 1953.	2 pièces

488	2. PATRIMOINE Dossier concernant les locations. 1929-1951.	1 chemise
489	Dossier concernant le don d'une maison par J. Reuliaux. 1958.	1 chemise
	3. FINANCES	
490	<i>490 - 495 BUDGETS ANNUELS. 1926-1976.</i> 1926-1929.	1 chemise
491	1931-1939.	1 chemise
492	1940-1949.	1 liasse
493	1950-1959.	1 liasse
494	1960-1969.	1 liasse
495	1960-1976.	1 chemise
496	<i>496 - 500 COMPTES ANNUELS. 1925-1966.</i> 1925-1929.	1 chemise
497	1930-1939.	1 liasse
498	1940-1949.	1 liasse
499	1950-1959.	1 liasse
500	1960-1966.	1 chemise

	<i>501 - 506 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1933, 1946-1950, 1962.</i>	
501	1933.	1 chemise
502	1946.	1 chemise
503	1947.	1 chemise
504	1948.	1 chemise
505	1949.	1 chemise
506	1950.	1 chemise
533	1962.	1 chemise
	<i>507 - 509 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1953, 1955, 1961.</i>	
507	1953.	1 chemise
508	1955.	1 chemise
509	1961.	1 chemise
534	Compte de fin de gestion rendu par Oscar Tirtiat à Franz Counard. 1959.	1 cahier
510	4. AIDE SOCIALE Dossier concernant l'aide octroyée à la veuve B. 1948-1955.	1 chemise

XVII.RELATION AVEC LA PAROISSE SAINT-GERMAIN

A. PERSONNEL

511 Lettre concernant le blâme infligé par l'évêque au curé de la commune. 1868. 1 pièce

512 Dossier concernant les traitements du personnel. 1971. 1 chemise

B. FINANCES

535 513 - 518 BUDGETS ANNUELS. 1832, 1922-1976. 1832. 1 pièce

513 1922, 1924-1929. 1 chemise

514 1930-1939. 1 chemise

515 1940-1949. 1 chemise

516 1950-1958. 1 chemise

517 1960-1969. 1 chemise

518 1970, 1972-1976. 1 chemise

519 519 - 531 COMPTES ANNUELS. 1807-1863, 1921-1972. 1807, 1809. 2 cahiers

520 1810-1819. 1 chemise

521 1820-1828. 1 liasse

522 1830-1834, 1836-1839.

		1 liasse
523	1840-1845, 1847-1849.	1 liasse
524	1850-1857.	1 chemise
525	1860-1863.	1 chemise
526	1921-1929.	1 chemise
527	1930-1939.	1 chemise
528	1940-1949.	1 chemise
529	1950-1956, 1958-1959.	1 chemise
530	1960-1969.	1 chemise
531	1970-1972.	1 chemise